

# Journal de Roubaix

## Quotidien de Roubaix Tourcoing et de la Région

**RESTAURANT**  
**TERMINUS DENAIN**  
10, Boul. Denain, 10  
PARIS  
Face Gare du Nord  
CUISINE RENOMMÉE  
VIEILLES BOUTEILLES  
CONSIGNÉES

**BUREAUX**  
ROUBAIX - 24, Courbevoie  
TEL. 227.22.23 et 23.24.  
TOURCOING - 21, rue  
Carnot. Tél. 27.  
LEZEL - 3, rue Faidherbe  
Tél. 438.31.  
PARIS - 24, boulevard  
Framhaire. Tél. Pro-  
vence. 71.34.  
BOULOGNE - 108, rue de  
la Station. Tél. 644.  
**ANCIENS DIRECTEURS :**  
Jean Reboux  
Alfred Reboux  
Madame Alfred Reboux

### BILLET PARISIEN

## L'UNION NATIONALE EN PROGRÈS

(D'UN RÉDACTEUR SPÉCIAL)  
PARIS, 28 FÉVRIER (Minuit).  
La Chambre et le Sénat n'ont pu se mettre d'accord, lundi, sur le statut moderne du travail. Certains des articles réservés, notamment l'article 8, relatif à l'échelle mobile, ont opposé deux doctrines. La Chambre n'hésite pas à innover dans ce domaine en appliquant des principes collectivistes ; le Sénat, par contre, ne veut pas laisser s'instituer, même à la faveur d'une loi destinée à la conciliation, un contrôle des entreprises par leur personnel. Il entend que l'adage « Charbonnier est maître chez soi » reste d'application constante.  
Comme il arrive toujours en pareil cas, les textes plus souples que les doctrines arrivent à se rapprocher au point de faire surgir le compromis dont tout le monde se contente. La commission du travail de la Chambre d'abord intrinsèque est finalement entrée dans la voie des concessions. Le Sénat qui se réunit mardi matin fera vraisemblablement, de son côté, un pas au devant de l'autre assemblée.

Ainsi se trouvera écartée la menace d'une crise ministérielle immédiate. Un suris sera accordé au cabinet. Mais le fait même que les milieux politiques croient à un suris prouve que la position du ministre reste précaire.  
D'où vient cette précarité ?

D'abord, de l'opinion professée par M. Chautemps lui-même, qu'un ministère d'union nationale pourrait plus aisément que le sien résoudre les graves problèmes de l'heure. Mieux que tous les statuts du monde, cette union serait le gage de la défense du franc et de la reprise économique. Du point de vue extérieur, elle donnerait à la France l'autorité qui lui manque parfois. Or, malgré ses excellentes intentions, le ministère actuel n'est pas l'image de la France entière. Il est considéré comme une émanation du Front populaire ; il peut passer pour un trait d'union entre le passé et l'avenir, mais sa mission est transitoire et regardée comme telle.

Voilà pourquoi l'œuvre qu'il accomplit ne sera parachevée que par son successeur. Rien ne dit d'ailleurs que le prochain gouvernement ne sera pas présidé par M. Chautemps, mais c'est un fait que les partis, y compris ceux de la majorité, s'attendent à « du nouveau ».  
La formule « de Thores à Louis Marin » se présente à beaucoup d'esprits, même parmi ceux qui la jugent absurde et y a seulement un mois. D'ailleurs, les communistes, qui ont envie de goûter au pouvoir, ne sont pas les derniers à l'accueillir.

Qu'advient-il de toutes ces hypothèses ? Le certain, c'est que la gravité des événements a fait scélérates étroitesse des combinaisons de partis. L'idée nationale a fait sa réapparition. C'est elle qui, le moment venu, apportera la solution de salut.  
René ROUSSEAU.

## Un grand procès s'ouvrira demain à Moscou

Parmi les vingt et un inculpés, qualifiés de « trotskistes droitiers » figurent Boukharine, Yagoda, Rykov, Kretinsky et Rakovsky

ON LEUR REPROCHE NOTAMMENT UN COMLOT CONTRE... LENINE ET L'ASSASSINAT DE KIROV ET DE GORKI

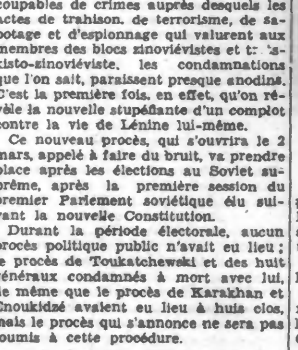
Moscou, 28 février. — Après le « Bloc sinoviolent » et le « Bloc trotskiste-sinoviolate », découverts en 1936 et 1937, voici un nouveau complot découvert en U.R.S.S. et que le communiqué officiel



Rykov

que nous avons reproduit hier impute à un bloc de « Trotskistes droitiers ». Les vingt et un inculpés arrêtés à différentes époques et à qui l'acte d'accusation reproche trahison, terrorisme, espionnage et sabotage du régime, sont tous des éléments des anciennes oppositions détruites : trotskistes-sinoviolents, mencheviques, social-révolutionnaires et nationalistes-bourgeois.  
Les conjurés sont accusés d'avoir agi pour le compte d'une puissance étrangère. Celle-ci n'est pas, jusqu'ici, nommément désignée.  
Les principaux accusés de cette nouvelle affaire sont, indépendamment de Trotski, actuellement à Mexico comme on sait, Boukharine, ancien secrétaire de la III<sup>e</sup> Internationale, ancien rédacteur en chef des « Izvestia », et qui fut longtemps considéré à l'étranger comme un théoricien du communisme ; Rykov, ancien président du Conseil des commissaires du Peuple, ancien commissaire du Peuple aux Communications ; Kretinsky, ancien vice-commissaire du Peuple aux Affaires étrangères ; Rakovsky, ancien ambassadeur de l'U.R.S.S. à Londres, puis à Paris ; Besonov, ancien conseiller d'ambassade à Berlin.  
Citons, parmi les autres inculpés de marque : Yagoda, qui fut le prédécesseur de Iejov au poste de commissaire du Peuple à l'Intérieur ; Rosenfeld, ancien commissaire du Peuple au Commerce extérieur et qui, après avoir été rétrogradé, fut arrêté à la fin de 1937 ; Livanov, Tchernov et Grinko, tous trois anciens commissaires du Peuple et tous trois arrêtés également en 1937. Les autres sont d'anciens secrétaires du parti dans les provinces ou d'anciens présidents de Conseil des Commissaires du Peuple de différents Etats ; enfin, citons les quatre médecins, dont le principal, Levine, fut un des médecins de la clinique du Kremlin.  
Le communiqué officiel déclare que ces personnalités qui ont occupé il y a quelques années des situations éminentes, ont trahi tout au long de leur carrière et que, depuis 1917, depuis le traité de Brest-Litovsk, ils complétaient contre la paix, contre le régime et contre le gouvernement soviétique. Ils profitaient même, prétend-on, d'assassiner Lénine.  
A remarquer qu'on impute aussi à ces accusés l'assassinat de Kirov, l'ancien secrétaire du Parti à Leningrad, et, sans parler d'autres « meurtriers », l'assassinat de Maxime Gorki.

C'est aux soins criminels des quatre médecins inculpés qu'aurait succombé celui que le régime glorifie comme le plus grand écrivain de l'U.R.S.S.  
Ainsi d'après les charges relevées contre eux, les conjurés se sont rendus coupables de crimes supérieurs des actes de trahison, de terrorisme, de sabotage et d'espionnage qui valurent aux membres des blocs sinoviolents et t : « kisto-sinoviolate ». Les condamnations que l'on sait, paraissent presque minimes. C'est la première fois, en effet, qu'on révoque la nouvelle stupéfiante d'un complot contre la vie de Lénine lui-même.  
Ce nouveau procès, qui s'ouvrira le 2 mars, appelé à faire du bruit, va prendre place après les élections au Soviet suprême, après la première session du premier Parlement soviétique élu suivant la nouvelle Constitution.  
Durant la période électorale, aucun procès politique public n'avait eu lieu ; le procès de Toukatchevski et des huit généraux condamnés à mort avec lui, de même que le procès de Karakhan et Enoukidze avaient eu lieu à huis clos, mais le procès qui s'annonce ne sera pas soumis à cette procédure.



YAGODA

« Dès le début de l'information, il fut fait état d'un service secret créé par les Russes blancs dénommé « Ligue intérieure » et qui avait pour but de contrôler la vie intime des membres de l'union militaire russe et de prévenir toute trahison. Ce dernier fut longtemps dirigé par le général Skobline.  
« Le Guépéou ne pouvait être mieux servi. La « Ligue intérieure » exerçait son contrôle jusque dans les familles de l'union militaire, par l'intermédiaire d'agents connus seulement du chef du service secret. C'est ainsi que le général de Miller, chef des Russes blancs, n'échappa pas au contrôle de Skobline, agent des Soviets.  
« Mais, parallèlement à la « Ligue intérieure » fonctionnait un autre appareil dont il ne fut jamais parlé jusqu'ici, et qui s'appelaient « la Ligue extérieure ». Ce service secret avait pour mission de recueillir des renseignements d'ordre militaire et économique en Russie. Qui trouve-t-on à la tête de cette « Ligue extérieure » ? Le général Skobline, agent double.  
« C'est donc lui, qui d'accord avec l'état-major qui présidait le général de Miller, envoyait en U.R.S.S. des émissaires. On devine alors le jeu affreux du traître. A Paris, il donne l'exemple du patriotisme le plus ardent à ses pairs et, au même moment, il fournit des gages au Guépéou, en lui signalant les envoyés spéciaux de la « Ligue extérieure ».  
« Alors les émissaires partent et ne reviennent plus. Deux d'entre eux, Rovsky et Kiochnikoff, partis en 1933 pour Kiev, sont considérés comme disparus. Que d'autres encore, envoyés en Russie, n'ont plus donné de leurs nouvelles ! Ils s'appellent Poliakoff, Dimitrov, Ivanov, Androff, Nicolaeski. La liste pourrait s'allonger ! »

## LA ROUMANIE, LA TURQUIE ET LA GRÈCE vont reconnaître l'empire italien et nouer des relations avec le gouvernement nationaliste espagnol

Ankara, 28 février. — Le Conseil de l'Entente balkanique a publié un communiqué insistait sur la solidarité qui unit la Roumanie, la Yougoslavie, la Turquie et la Grèce, affirmant la solidité de ces Etats à la Société des Nations. Déclarant que la question d'Ethiopie est devenue inexistante pour l'Entente balkanique et qu'en conséquence, après la Yougoslavie, la Roumanie reconnaît l'empire italien, la Turquie et la Grèce devant prochainement se conformer à cette attitude.  
Enfin, les Etats membres annoncent qu'ils pourront déléguer et recevoir des agents en vue d'établir des contacts avec le gouvernement du général Franco et assurer ainsi la sauvegarde de leurs intérêts économiques.

## LE GÉNÉRAL SKOBLINE AGENT DES SOVIETS

Il leur aurait livré les agents qu'il envoyait en U.R.S.S. pour préparer la contre-révolution



La GÉNÉRALE DE MILLER, accompagnée de son beau-frère, M. CHARLES DE MILLER et de ses conseils, M<sup>rs</sup> STRELNIKOFF et RIBET (à droite), arrive au Palais de Justice

Paris, 28 février. — Les hypothèses les plus diverses ont été envisagées après la disparition du général de Miller, ce dernier qu'on avait parlé de lutte, de coïncidences, de crime.  
D'après un de nos confrères parisiens, les coupables sont les Soviets.  
« Comme Koutliouff, écrit-il, le général Miller a été enlevé sur notre sol, sur l'ordre de Moscou, par des agents du Guépéou.  
« Dès le début de l'information, il fut fait état d'un service secret créé par les Russes blancs dénommé « Ligue intérieure » et qui avait pour but de contrôler la vie intime des membres de l'union militaire russe et de prévenir toute trahison. Ce dernier fut longtemps dirigé par le général Skobline.  
« Le Guépéou ne pouvait être mieux servi. La « Ligue intérieure » exerçait son contrôle jusque dans les familles de l'union militaire, par l'intermédiaire d'agents connus seulement du chef du service secret. C'est ainsi que le général de Miller, chef des Russes blancs, n'échappa pas au contrôle de Skobline, agent des Soviets.  
« Mais, parallèlement à la « Ligue intérieure » fonctionnait un autre appareil dont il ne fut jamais parlé jusqu'ici, et qui s'appelaient « la Ligue extérieure ». Ce service secret avait pour mission de recueillir des renseignements d'ordre militaire et économique en Russie. Qui trouve-t-on à la tête de cette « Ligue extérieure » ? Le général Skobline, agent double.  
« C'est donc lui, qui d'accord avec l'état-major qui présidait le général de Miller, envoyait en U.R.S.S. des émissaires. On devine alors le jeu affreux du traître. A Paris, il donne l'exemple du patriotisme le plus ardent à ses pairs et, au même moment, il fournit des gages au Guépéou, en lui signalant les envoyés spéciaux de la « Ligue extérieure ».  
« Alors les émissaires partent et ne reviennent plus. Deux d'entre eux, Rovsky et Kiochnikoff, partis en 1933 pour Kiev, sont considérés comme disparus. Que d'autres encore, envoyés en Russie, n'ont plus donné de leurs nouvelles ! Ils s'appellent Poliakoff, Dimitrov, Ivanov, Androff, Nicolaeski. La liste pourrait s'allonger ! »

## CHRONIQUE DES LETTRES LITTÉRATURE et VIE INTÉRIEURE

Les lecteurs du Journal de Roubaix n'ayant fait l'honneur de prêter quelque attention à la série des conférences que j'ai données cet hiver aux Facultés catholiques sur la littérature contemporaine, je voudrais qu'il me fût permis de les conclure ici même par une réflexion que l'étude de ce sujet doit amener à l'esprit.  
Certes, quand on prend en perspective ces six ou sept dernières années de vie littéraire, on y découvre des écrivains aussi différents que possible par le tempérament, la position philosophique et l'art. Par le talent aussi : mais ne tenons compte que des plus grands. Entre Valéry, Gide, Claudel, Mauriac, Bernanos, Giraudoux et Duhamel, pour nommer d'abord les « anciens », il n'est pas facile de trouver une commune mesure ; et ce n'est guère plus commode, si l'on considère les « nouveaux » — un Saint-Exupéry, un Joseph Peyré, un Van der Meerck, un Giono, un Malraux, un Daniel Rops, un Malègue. Néanmoins, une chose nous frappe : c'est le caractère sérieux, profond, inquiet de toutes ces œuvres, celles surtout qui correspondent par leurs dates à la crise que nous subissons — non pas seulement crise du régime économique, mais de la civilisation tout entière.  
Des écrivains qui jusqu'alors s'étaient plus ou moins complu dans la virtuosité littéraire, dans la poésie pure ou dans la psychologie des sentiments personnels, comme Giraudoux, Valéry ou Mauriac, sont de plus en plus préoccupés par les graves problèmes politiques et moraux posés à notre monde. Ceux qui, comme Gide ou Claudel, n'ont cessé de s'intéresser au salut du monde (à des points de vue différents, cela s'entend), mettent dans leurs méditations une plus inquiète ferveur. Ceux qui, jusqu'à présent, demeurent attachés surtout à l'étude de l'homme intérieur, chrétiens comme Bernanos ou Malègue, agnostiques comme Duhamel, y apportent un sentiment plus aigu du tragique humain, et nous invitent à des méditations qui atteignent, au delà du plan moral, le plan des problèmes les plus essentiels à l'âme, des problèmes religieux.

## Le voyage du chancelier Hitler en Italie est annoncé officiellement

Berlin, 28 février. — Le D.N.B. communique ce qui suit :  
« La visite du Führer en Italie aura lieu dans la première quinzaine de mai. Pendant son séjour en Italie, qui durera huit jours, le chancelier visitera Rome, Florence et Naples.  
« A Rome, il descendra au Quirinal.  
« Le programme de la visite prévoit les solennités suivantes : Une parade de la dotia, un défilé des forces armées, des manœuvres combinées et trois grandes manifestations du parti fasciste.  
« Ce communiqué constitue la première nouvelle officielle donnée au public allemand sur le prochain voyage du chancelier en Italie, sur la date à laquelle il aura lieu et les manifestations qui le marqueront.  
« Dans les milieux étrangers, on se demande si le gouvernement allemand n'a pas voulu effacer par là, la mauvaise impression causée en Italie par le fait que le chancelier Hitler, dans son discours du 26 février, n'avait pas mentionné son prochain voyage en Italie.  
« Ce sont des impressions, a répondu l'Inspécteur.  
« M. Marchat a demandé une fois de plus à M<sup>rs</sup> Skobline de préciser quelles étaient les ressources de son ménage.  
« M<sup>rs</sup> Skobline a déclaré qu'elle effect

## LE STATUT MODERNE DU TRAVAIL

### LA CHAMBRE A VOTÉ en deuxième lecture le projet de loi sur les procédures de conciliation et d'arbitrage

En ce qui concerne l'ajustement des salaires au coût de la vie, elle a adopté un texte qui se rapproche de celui du Sénat

Paris, 28 février. — La séance s'ouvre à 15 h. 35, sous la présidence de M. Herriot.  
La Chambre adopte sans débat : le projet de loi tendant à autoriser certaines catégories de fonctionnaires et agents publics à s'armer en raison de leurs fonctions.  
Les propositions de loi de M. Louis Gailliezin et François Martin et plusieurs de ses collègues tendant à étendre à la femme salariée quand son mari ne l'est pas le bénéfice de l'allocation familiale, instituée par la loi du 11 mars 1937.  
Le gouvernement demande la discussion immédiate du projet de loi de retour du Sénat, sur les procédures de conciliation et d'arbitrage.  
M. Lamblin, rapporteur, regrette que le Sénat ait profondément modifié le projet de loi et manifesté un autre esprit que celui qui a animé la Chambre.  
Il fait connaître les propositions de la Commission du travail qui reprend les textes essentiels votés par la Chambre.  
M. Chauvy, rapporteur de la Commission d'agriculture, fait connaître l'avis de cette commission conforme à celui de M. Lamblin.  
M. Dommenge, (Paris) regrette que la Commission du commerce, n'ait pas été appelée à formuler un avis à la tribune.  
Il rappelle le profond désaccord qui existe entre la Chambre et le Sénat au sujet de l'article 8 bis, relatif au contrôle de la comptabilité par les arbitres patronal et ouvrier.  
Il critique aussi l'article 8, relatif à l'échelle mobile.  
M. Farsal, communiste, s'étonne que le Sénat ait exclu l'agriculture du bénéfice des procédures de conciliation.  
M. François Valentin, constate que le texte initial du gouvernement était conforme au vœu du Sénat et se demande quelle attitude le gouvernement va adopter.

les parties pour l'établissement de cette liste de surarbitres ce sont les tribunaux qui dressent cette liste et non le préfet comme le demande la Commission.  
M. Moch, rapporteur général, combat l'amendement.  
M. Paulin, président de la Commission, déclare que les ouvriers, qu'on le veuille ou non, n'ont pas confiance dans l'impartialité des magistrats.  
M. Paulin demande à la Chambre de s'en tenir au texte de la Commission.  
M. François Martin déclare qu'il ne peut laisser passer les paroles du président de la Commission du travail étant une suspension injustifiée sur l'impartialité des juges.  
(Lire la suite page 2.)

## LE RETOUR A ROME DU MARÉCHAL GRAZIANI



A son arrivée à Rome, l'ex-vice-roi d'Ethiopie reçoit l'accueil de Duce

## Le nouveau château du roi d'Albanie



Le château édifié à Durazzo, où seront célébrées les noces du roi Zogou avec la comtesse Apponyi

## Pour déserteur, un soldat allemand franchit la frontière française sur une auto-mitrailleuse

Thionville, 28 février. — Samedi matin, vers 8 heures, les douaniers de Waldrange, à une vingtaine de kilomètres de Thionville, furent surpris de voir arriver à travers champs, une auto-mitrailleuse blindée.  
De toute évidence l'engin venait d'Allemagne : il marchait à une vitesse accélérée.  
Les autorités frontalières furent immédiatement alertées, mais elles n'eurent pas à intervenir. L'auto s'immobilisa elle-même après avoir parcouru plusieurs kilomètres en territoire français.  
On put alors constater qu'il s'agissait d'une auto blindée tous terrains, de type récent modèle, et qu'elle était montée par un seul homme, en l'espèce un jeune soldat allemand.  
Interrogé immédiatement, ce jeune Allemand déclara qu'il avait fait, dans la nuit, plus de 100 kilomètres avant d'arriver en France et qu'il avait piloté cette auto blindée tous terrains afin de pouvoir franchir plus facilement la frontière en dehors des routes tracées. La voiture a été immédiatement provisoirement par les services de l'armée et le déserteur a été mis en état d'arrestation en attendant la décision que prendra le seul sujet l'autorité supérieure.  
La nouvelle de cette arrivée sensationnelle se répandit rapidement dans toute la région et causa un grand étonnement. En raison de l'habitude militaire de l'armée, il est impossible d'obtenir d'autres détails concernant le déserteur et de connaître les raisons pour lesquelles il a cru devoir déserteur avec armes et bagages.

## UN MUSÉE DE LA CHASSE



Le CHATEAU DE PIENRIFOND, qui abritera le MUSÉE DE LA CHASSE. Un premier des plans de lui être fait, celui de la « Diane chasseresse », qui ornait le pavillon de l'Île-de-France, à l'Exposition